

À l'approche d'une nouvelle feuille de route annoncée pour la douane en 2025, l'UNSA Douanes a voulu rencontrer Jérôme DURAIN, sénateur et président de la commission d'enquête sur l'évolution et l'impact du narcotrafic en France.

Son rapport est un véritable plaidoyer pour le service public qui, sans moyens humains, matériels et financiers adaptés, ne saura lutter efficacement contre les trafics. Comme nous, il aura pu observer une certaine contradiction entre les objectifs et les moyens disponibles pour la douane. Cet échange devait donc nous éclairer sur la vision de cette commission quant à la place de la douane dans la lutte contre les narcotrafics.

En préambule, nous rappelons nos différents états des lieux concernant la DGDDI, la grande oubliée des investissements sous les gouvernements Macron. En synthèse, les effectifs ont baissé de 550 emplois entre 2020 et 2024 et le budget de 3,25 % en tenant compte de l'inflation sur la même période. Nous l'avions illustré au moment des coups de force médiatiques autour des opérations XXL :

Opération « place nette » XXL : B. Lemaire a passé la douane au karcher ! (mars 2024)

Dix opérations « place nette » pour de la poudre aux yeux ? (janvier 2024)

### UN CONSTAT, MAIS DES PERSPECTIVES INCONNUES...

Pour sa part, le sénateur a bien identifié le rôle de la Douane à travers ses deux branches d'activité durant son enquête, et reconnaît sans détour l'iniquité dans la répartition des moyens entre les différentes administrations. C'est justement un des problèmes que la commission a voulu mettre en avant. En attribuant ces augmentations, le gouvernement ne peut en accorder à d'autres. Toutefois, la solution devra venir (ou pas) du prochain parlement et il n'a pas souhaité développer plus en détail quelle doit être la place de la douane dans un avenir proche.

### LA MENACE AU COEUR DES PRÉOCCUPATIONS !

En revanche, l'élu de la Chambre haute s'est intéressé à la dangerosité de nos métiers et au niveau de la menace qui pèsent sur les gabelous.



La menace directe, celle du quotidien dans la mise en œuvre des contrôles, ponctuée par des violences, gratuites même par moment, et qui débouchent sur des oppositions à fonction (OF).

Puis, la menace indirecte, celle de la corruption, qui peut se distinguer sous deux types : l'enrichissement personnel, pour lequel il n'y a pas mis en avant de périls pour les douaniers, ou l'influence dite « sous contrainte » (pression sur la famille ou des proches). Celle-ci semble par contre en augmentation et nécessite une attention toute particulière afin de protéger les personnels de l'État.

Pour y répondre, en plus de procédures simples, accessibles et protectrices, il n'a pas écarté également le besoin de relever le niveau des rémunérations.

Parmi les autres principaux thèmes qu'il a voulu aborder, le sénateur s'est interrogé sur le rôle de l'Intelligence Artificielle (IA) en douane, sur la coopération des services en interne et sur les relations avec les autres administrations, engagées dans la lutte contre les narcotrafics.

### UNE PRISE DE CONSCIENCE INDISPENSABLE !!!

L'UNSA Douanes a profité de cet échange pour réclamer une prise de conscience dans les hautes sphères de l'État. Si nous approuvons la réalisation de cette enquête, elle doit nécessairement aboutir à des actes forts. L'état de la menace est bien là, et il est élevé. Après les paroles, il faut donc passer aux actes. Il est nécessaire de poursuivre le recentrage de la douane sur son cœur de métier, le contrôle des flux, pour éviter de l'envoyer faire tout et n'importe quoi.



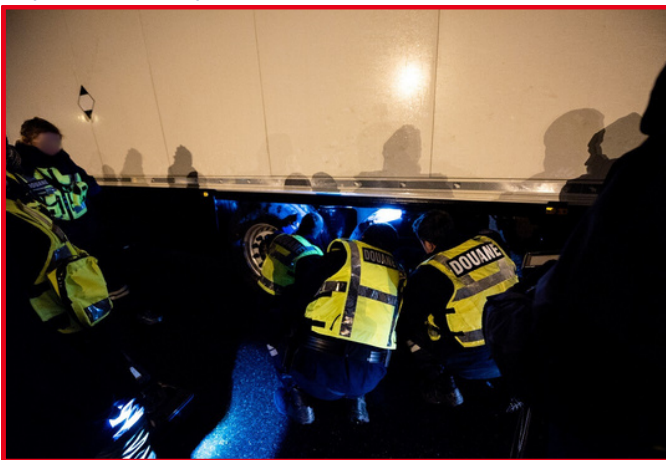
Il est indispensable de lui redonner les moyens qu'elle mérite pour lutter efficacement contre tous les trafics. **Le douanier est résilient et déterminé, mais ce n'est pas non plus un super héros.** Les récentes baisses d'effectifs ne permettent pas d'assurer correctement les missions ; il y a donc des trous dans la raquette.



Par ailleurs, l'attractivité est également orientée à la baisse en lien avec le niveau des salaires et les rythmes de travail.

### AUGMENTER LA PRIME DE RISQUES

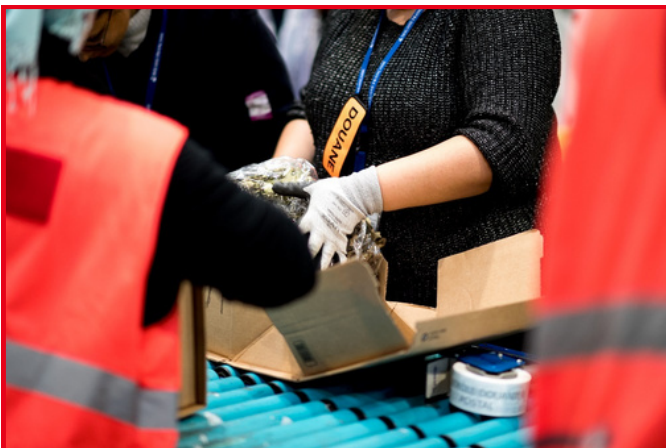
Pour ce qui est de la dangerosité du métier, nous lui avons indiqué que **les agents prennent effectivement de plus en plus de risques au quotidien**. Il suffit de recenser le nombre d'OF relevées ces dernières années. Il est impératif de la reconnaître dans le cadre de la prévention, de la formation, du traitement des poursuites pénales et de l'indemnitaire (la dernière forte augmentation de la prime de risque remonte à 2002).



### L'IA EN SOUTIEN, MAIS PAS EN REMPLACEMENT !!!

Par ailleurs, l'idée qui consiste à remplacer les moyens humains par plus de technologie a également ses limites. C'est pourtant la tendance qui prévaut à Montreuil comme au Sénat (cf : [la nouvelle doctrine à la DGDDI](#)), où nous révélons notamment les conclusions du rapporteur spécial du PLF 2024, Albéric de Montgolfier :

**« nous nous sommes en effet aperçus qu'il était plus efficace d'investir dans ce matériel technologique plutôt que d'embaucher de nouveaux douaniers - 17 000 douaniers, c'est suffisant ! »**



Nous avons manifesté notre inquiétude face à cette tendance, au détriment de l'initiative des agents de terrain, qui a historiquement contribué aux succès de la douane. **Si nous ne refusons pas l'assistance technologique, elle doit venir en soutien de l'humain, et non l'inverse**. En outre, il faudra toujours des « paires de bras » pour ouvrir les coffres et les colis !

### DES PROCÉDURES À REVOIR...

Enfin, nous avons souligné **les difficultés récurrentes, liées à l'organisation et la rédaction des procédures en douane**, qui nécessitent une continuité de l'action par l'agent à l'origine du contrôle (ce qui interrompt la présence douanière sur le flux à contrôler pendant la vacation).

Dans le prolongement, les relations avec les parquets qui peuvent être rudes par endroit. Pour finir, la remise de l'infracteur auprès des services de police ou de gendarmerie, déjà bien affairés à d'autres tâches, qui s'avère souvent chronophage. Décidément, rien n'est simple pour les agents saisissants...



L'UNSA Douanes renouvellera ses interventions auprès des élus dans les mois qui viennent, afin de sensibiliser tous les décideurs du pays au besoin d'un service public douanier de haute qualité.

